

République française
Au nom du Peuple français

Tribunal de Grande Instance de Paris

17ème Chambre correctionnelle - Chambre de la Presse

N° d'affaire : 0928108356 Jugement du : 4 juin 2010

n° : 1

NATURE DES INFRACTIONS : INJURE PUBLIQUE ENVERS UN PARTICULIER EN RAISON DE SA RACE, DE SA RELIGION OU DE SON ORIGINE, PAR PAROLE, ECRIT, IMAGE OU MOYEN DE COMMUNICATION AU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE,

TRIBUNAL SAISI PAR : Citation à la requête du MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES (MRAP) délivrée à domicile le 29 mars 2009 (AR signé).

PERSONNE POURSUIVIE :

Nom : **HORTEFEUX**
Prénoms : **Brice**
Né le : 11 mai 1958
A : NEUILLY SUR SEINE (92)
Nationalité : française
Domicile : Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et Collectivités territoriales
Place Beauvau
75008 PARIS

Comparution : non comparant représenté par Me Jean-Yves DUPEUX, avocat au barreau de Paris, lequel a déposé des conclusions visées par le président et le greffier et jointes au dossier.

PARTIE CIVILE POURSUIVANTE : PCP n° 975/2009 versée le 30/12/2009

Nom : **MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES MRAP**
Domicile : Chez Maître Pierre MAIRAT
91 Boulevard Beaumarchais
75003 PARIS (FRANCE)
Comparution : comparant en la personne de son président Mouloud AOUNIT, assisté de Me Pierre MAIRAT, avocat au barreau de Paris, lequel a déposé des conclusions visées par le président et le greffier et jointes au dossier.

PARTIES CIVILES INTERVENANTES :

Nom : **Association SOS SOUTIEN Ô SANS PAPIERS**
Siège social : 2 bis rue Désiré Lelay
93200 ST DENIS
Comparution : comparante en la personne de son président Rodolph NETTIER et de Solange ODIOT assistés de Me Henri BRAUN, avocat au barreau de Paris (C1790)
Nom : **Association AVER "CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION SUR TOUTES LES FORMES DE RACISME"**
Siège social : 74 rue La Fontaine
75016 PARIS
Comparution : comparante en la personne de sa présidente Jeanne GAMONET, assistée de Me Henri BRAUN, avocat au barreau de Paris.
Nom : **Association LES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE**
Siège social : C/ Houria BOUTELDJA
10 rue Sorbier
75020 PARIS
Comparution : non comparante, représentée par Me Henri BRAUN, avocat au barreau de Paris.

EN PRESENCE DE MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE

PROCÉDURE D'AUDIENCE

Par acte en date du 29 septembre 2009, le Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), représenté par son président en exercice, Mouloud AOUNIT, a fait citer à comparaître devant ce tribunal (17^{ème} chambre correctionnelle -chambre de la presse) pour l'audience du 17 décembre 2009, Brice HORTEFEUX pour y répondre du délit d'injures publiques envers un groupe de personnes à raison de leur origine, prévu et réprimé par l'article 33, alinéa 3, de la loi du 29 juillet 1881, à la suite de propos tenus le 5 septembre 2009 lors de l'université d'été de l'UMP à Seignosse dans le département des Landes - propos qui seront développés dans la suite de la décision.

A l'audience du 17 décembre 2009, le tribunal a fixé à 800 euros le montant de la consignation -qui a été versée le 30 décembre- et a renvoyé l'affaire aux audiences des 5 mars 2010, pour relais, et 16 avril 2010 pour plaider.

A cette même date, l'association "*SOS soutien ô sans papiers*", représentée par son président en exercice, Rodolphe NETTIER, et assistée de son avocat, a déclaré se constituer partie civile intervenante.

A l'audience du 16 avril 2010, Brice HORTEFEUX était représenté par son conseil tandis que le MRAP était présent en la personne de son président en exercice, assisté de son avocat.

Se sont en outre constituées parties civiles à cette audience, les associations "*AVER-Centre de recherche et d'action sur toutes les formes de racisme*", représentée par sa présidente, Jeanne GAMONET, assistée de son avocat, et "*Les Indigènes de la République*", représentée par le même conseil, lequel assistait également l'association "*SOS soutien ô sans papiers*", présente en la personne de son président.

Le président a donné lecture de la prévention puis la défense a soulevé, avant tout débat au fond, une exception de nullité de la citation, l'irrecevabilité du MRAP à agir, faute de la plainte préalable exigée par l'article 48-1, deuxième alinéa, de la loi du 29 juillet 1881, et l'irrecevabilité des parties civiles intervenantes.

Les parties ont été invitées à faire valoir leurs observations sur ces trois points et le tribunal a successivement entendu le conseil du MRAP, l'avocat des parties civiles intervenantes, le ministère public, la défense ayant eu la parole en dernier sur ces incidents, lesquels, après que le tribunal en eut délibéré, ont été joints au fond.

Le tribunal a ensuite procédé au visionnage ou à l'écoute de plusieurs documents audiovisuels produits par le MRAP :

- extrait vidéo de la scène litigieuse telle qu'elle se trouve disponible sur internet et extrait du journal de 18h de la chaîne Public Sénat du 11 septembre 2009, tel que reproduit par huissier depuis le site internet "*lemonde.fr*",
- deux extraits d'interviews radiodiffusées de Brice HORTEFEUX diffusées le 10 septembre 2009, l'une sur l'antenne de RTL, l'autre sur celle de RMC,
- un extrait d'interview d'Amine BENALIA-BROUCH diffusée sur France Info le 10 septembre 2009,
- ainsi qu'un extrait de la retransmission par la chaîne télévisée LCI de la passation de pouvoirs, le 15 janvier 2009, à l'occasion du remaniement ministériel et de la prise de fonctions de Fadela AMARA en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille et de la Ville.

Il a ensuite été procédé au visionnage et à l'écoute de documents audiovisuels produits en défense comportant des déclarations de François FILLON et du journaliste Nicolas DOMENACH, tous deux réagissant à la polémique, ainsi qu'une interview du président du Conseil français du culte musulman par Jean-Pierre ELKABACH.

Le tribunal a ensuite entendu:

- Mouloud AOUNIT, président en exercice du MRAP,
- Solange ODIOT, membre de l'association "*SOS Soutien ô sans papiers*", substituant son président en exercice,
- Jeanne GAMONET, présidente de l'association "*Centre AVER*",
- ainsi que deux témoins régulièrement cités en cette qualité par le MRAP, qui avaient été préalablement invités à se retirer dans la salle prévue à cet effet, Véronique DE RUDDER, sociologue, chercheur au CNRS, et Vincent GEISSER, chercheur au CNRS.

Il a ensuite entendu, dans l'ordre prescrit par la loi :

- le conseil des parties civiles intervenantes qui a sollicité la condamnation du prévenu à payer à chacune d'elles un euro à titre de dommages et intérêts et une somme de 1 000 euros par application de l'article 475-1 du code de procédure pénale,

- le conseil du MRAP qui, développant ses conclusions écrites, a sollicité la condamnation du prévenu à payer au MRAP une somme de 20 000 euros à titre de dommages et intérêts, avec versement provisoire, outre la publication intégrale du dispositif du jugement à intervenir dans trois quotidiens ou périodiques de son choix aux frais de Brice HORTEFEUX, et une somme de 3 588 euros sur le fondement de l'article 475-1 du code de procédure pénale,

- le ministère public en ses réquisitions, d'avis que l'un des deux propos visés à la prévention relevait de l'incrimination d'injure à raison de l'origine, mais que la responsabilité pénale de Brice HORTEFEUX ne saurait être engagée, faute que soient établis, compte tenu notamment de la valeur probante incertaine des documents vidéos dont se prévaut la partie civile et des circonstances dans lesquels l'échange entre personnalités de l'UMP et militants a été capté puis diffusé, l'élément de publicité qui caractérise le délit et, en tout état de cause, l'intention de leur auteur que les propos reprochés soient entendus au-delà du cercle restreint et amical de sympathisants liés entre eux par une communauté d'intérêts,

- la défense qui a souligné l'insuffisante valeur probante des documents audiovisuels versés aux débats au soutien de la prévention, l'absence de caractérisation du délit, compte tenu notamment de l'aspect décousu de l'échange tel qu'il peut être perçu et dans lequel Brice HORTEFEUX n'évoque à aucun moment un groupe de personnes déterminées par leur origine, l'absence de toute publicité, les propos ayant été tenus entre militants d'un même mouvement politique qu'une caméra dissimulée a subrepticement surpris, l'absence, en tout état de cause, de toute intention de publicité, eu égard au "*comportement trouble et déontologiquement tendancieux*" du caméraman, et qui s'est prévalu de nombreux témoignages ou déclarations récusant toute tendance ou tentation raciste de Brice HORTEFEUX et faisant état de nombreuses initiatives de sa part aux fins de lutter contre toute forme de racisme ou de discrimination, pour solliciter la relaxe.

A l'issue des débats, l'affaire a été mise en délibéré et les parties ont été informées, conformément aux dispositions de l'article 462, alinéa 2, du code de procédure pénale, que le jugement serait prononcé ce jour.

MOTIFS DE LA DECISION

Sur l'exception de nullité

La défense excipe de la nullité de la citation directe au motif qu'elle a été délivrée au ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales, place Beauvau à Paris et non, comme l'exigent les dispositions des articles 550 à 558 du code de procédure pénale, au domicile personnel du prévenu situé dans le Puy-de-Dôme.

C'est à juste titre cependant que la partie civile poursuivante, qui justifie au demeurant par une note en délibéré -qui n'a pas été factuellement contestée- que Brice HORTEFEUX dispose d'un logement de fonction au sein du ministère de l'Intérieur, où il réside habituellement, soutient que ce dernier pouvait régulièrement être cité à cette adresse, laquelle, compte tenu des fonctions qui sont les siennes, constitue une résidence revêtant les caractères de certitude et de stabilité qui lui confèrent, durant tout le temps d'exercice de ses fonctions ministérielles, la qualité de domicile, au sens de l'article 556 du code de procédure pénale.

Il sera au demeurant relevé que l'article 555 du même code fait obligation à l'huissier de "*faire toutes diligences pour parvenir à la délivrance de son exploit à la personne même de son destinataire*", ce qui pouvait naturellement justifier, s'agissant d'un ministre en fonctions, que l'acte fût délivré à l'adresse du lieu d'exercice de la charge publique qui lui a été confiée -où il a été remis à son chef de cabinet-, le prévenu ayant d'ailleurs établi le pouvoir, appelé à être remis au tribunal, autorisant son conseil à le représenter aux audiences sur papier en-tête du ministère de l'Intérieur, place Beauvau à Paris, attestant ainsi la réalité de cette domiciliation.

Enfin, le grief allégué en défense tenant à l'ambiguïté, qu'aurait suscitée la délivrance de l'acte au ministère de l'Intérieur, sur la qualité en laquelle Brice HORTEFEUX était poursuivi devant le tribunal correctionnel est inopérant, cette juridiction étant dépourvue de compétence pour statuer sur des poursuites engagées contre des ministres à raison de faits commis en cette qualité dans l'exercice de leurs fonctions.

Aussi, le moyen de nullité sera-t-il rejeté.

Sur le moyen d'irrecevabilité opposée à la partie civile poursuivante

C'est vainement que la défense se prévaut des dispositions de l'article 48-1, deuxième alinéa, qui subordonnent la recevabilité des associations légalement habilitées à exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne, notamment, l'infraction d'injures publiques envers des personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, à la justification de l'accord des personnes concernées, alors qu'une telle condition n'est faite que lorsque "*l'infraction poursuivie a été commise envers des personnes considérées individuellement*" et non lorsque l'injure alléguée est poursuivie, comme en l'espèce, pour avoir été commise à l'égard d'un groupe de personnes à raison de leur origine.

Sur la valeur probante des enregistrements audiovisuels produits au soutien des poursuites et la matérialité des propos poursuivis

Deux extraits vidéos ont été versés aux débats de la scène litigieuse, d'une durée inégale, mais manifestement tous deux issus de la même source et provenant des mêmes prises de vues et de son.

Le MRAP a, par ailleurs, fait constater par huissier, le 15 avril 2010, la présence sur le site internet "*le monde.fr*" de la vidéo dont la chaîne télévisée Public Sénat a revendiqué la paternité en la diffusant dans son intégralité le 11 septembre 2009, laquelle, intitulée "*18h00: Hortefeux, la vidéo de Public Sénat*", a été gravée par l'huissier sur CD Rom, versée aux débats et visionnée à l'audience.

On y voit la présentatrice du journal de la chaîne Public Sénat annoncer la diffusion de ce document en ces termes : "*Public Sénat a été témoin de cette scène. Nos équipes l'ont enregistrée [...] Nous vous proposons ce soir de voir la scène en intégralité*" avant de préciser : "*D'après nos journalistes qui ont assisté à la scène, Brice HORTEFEUX vient d'arriver à Seignosse sur le site du Campus de l'UMP pour le cocktail qui lance la traditionnelle soirée du samedi soir[...] Il est aux environs de 20h*" et d'ajouter, en commentant les images où l'on voit Brice HORTEFEUX deviser avec Jean-François COPE : "*Une discussion inaudible par notre caméra*".

L'authenticité de ce document, il est vrai de qualité d'image et de son médiocre, n'est pas sérieusement contestable, compte tenu de la nature et de la qualité de la source et des précisions livrées par la chaîne Public Sénat aux téléspectateurs sur les circonstances du tournage par ses propres journalistes.

Il sera relevé, en outre, que la chaîne Public Sénat n'a jamais contesté l'authenticité des copies de son reportage disponibles en ligne sur plusieurs sites internet, parmi lesquels "*lemonde.fr*" -depuis lequel la version produite à l'audience a été gravée par huissier, à la diligence du MRAP-, excluant ainsi l'hypothèse, évoquée en défense et plus allusivement par le ministère public, d'une manipulation du son ou des images qui rendrait incertaine la matérialité des propos tenus.

La scène filmée a lieu lors de la rencontre annuelle organisée par les "*Jeunes du Mouvement Populaire*", dénommée "*Le Campus de l'UMP*", le samedi 5 septembre 2009, à Seignosse dans les Landes.

Brice HORTEFEUX bavarde, sur le campus, avec Jean-François COPE, sans que la conversation entre les deux hommes ne soit audible. Quelques personnes s'approchent de ces derniers et un jeune homme se détache d'un groupe pour demander au ministre s'il accepterait de poser à son côté pour une photographie.

Brice HORTEFEUX répond plaisamment "*Non, parce que passé vingt heures, je ne suis plus payé*", ce qui provoque cette réflexion amusée de Jean-François COPE : "*N'oubliez jamais un truc, il est Auvergnat*", qui est suivie par l'échange suivant:

Brice HORTEFEUX : *Je suis Auvergnat.*

Jean-François COPE : *Il est Auvergnat, c'est un drame. C'est un drame.*

Brice HORTEFEUX : *Enfin, bon, je vais faire une exception!*

Le jeune homme prend alors place entre les deux hauts responsables de l'UMP, tandis que son prénom, "Amine", fuse à plusieurs reprises au sein du groupe, plusieurs personnes, munies d'appareils photos, profitant manifestement de l'instant pour prendre elles-mêmes un cliché de la scène.

C'est alors qu'un des participants s'exclame "*Ah, ça Amine, c'est l'intégration, ça, c'est l'intégration*" tandis qu'on entend une voix d'homme féliciter le jeune homme "*Oh, Amine, bravo !*" et une voix de femme dire "*Amine, franchement ...*"

Le ministre, de dos à la caméra, fait une remarque sur la taille du militant ("*Il est beaucoup plus grand que nous en plus*"), puis un homme précise "*Lui, il parle arabe, hein*", déclenchant quelques rires qui font dire à Jean-François COPE, blagueur, "*Ne vous laissez pas impressionner, ce sont des socialistes infiltrés*".

La caméra contourne le groupe qui paraît se disloquer, une fois les photographies prises, et donne à voir très distinctement, en un plan plus rapproché, une main de femme qui caresse affectueusement la joue du jeune homme tandis qu'une autre, qui se trouve immédiatement à côté du ministre, ce dernier à cet instant de trois quarts dos à la caméra, précise : "*Il est catholique, il mange du cochon et il boit de la bière*", à quoi Amine BENALIA-BROUCH (c'est le nom du militant en question) réplique : "*Ben oui*", avant que Brice HORTEFEUX lance à la cantonade : "*Ah mais ça ne va pas du tout, alors, il ne correspond pas du tout au prototype alors. C'est pas du tout ça*", déclenchant à nouveau des rires.

La même militante, qui se trouve face au ministre, celui-ci toujours de trois quarts dos à la caméra, lui dit en le regardant : "*C'est notre... c'est notre petit arabe*", ce à quoi Brice HORTEFEUX réplique, en regardant son interlocutrice : "*Il en faut toujours un. Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*", avant de prendre congé du groupe par ces mots "*Allez, bon, courage, hein*".

Seuls les propos ci-dessus reproduits en caractères gras sont poursuivis.

En dépit de la médiocre qualité de cet enregistrement, où Brice HORTEFEUX se trouve toujours de trois quarts dos, ignorant manifestement la caméra, l'enchaînement des propos échangés, comme la teneur de ceux qui sont proférés par les différents acteurs de la scène, ne sont susceptibles de contestation ni sur leur matérialité ni sur leur imputabilité.

Sur le caractère injurieux à raison de l'origine des propos poursuivis

Il sera rappelé que l'injure est définie, par l'article 29 , alinéa 2, de la loi du 29 juillet 1881, comme "*toute expression outrageante, termes de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait*" et qu'elle est plus sévèrement punie lorsqu'elle est commise envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée ou encore, dans un autre registre, à raison de leur sexe, de leur orientation sexuelle ou de leur handicap.

La vidéo diffusée par la chaîne Public Sénat établit à l'évidence qu'en s'exclamant *"Ah mais ça ne va pas du tout, alors, il ne correspond pas du tout au prototype alors. C'est pas du tout ça"*, Brice HORTEFEUX réplique à une militante qui venait de préciser que le jeune Amine, dont il avait été précédemment indiqué qu'il parlait arabe, était catholique, mangeait du cochon et buvait de la bière.

L'emploi du mot "prototype" appliqué à une personne - en l'espèce le jeune militant de l'UMP dont le groupe qui entoure Brice HORTEFEUX souligne l'origine arabe supposée-, déjà malheureux et incongru en lui-même, laisse entendre que tous les Arabes de France seraient semblables, nécessairement musulmans et qu'ils se conformeraient tous aux prescriptions de l'Islam, seul le jeune Amine faisant exception.

Le propos peut surprendre par la généralisation à laquelle il procède et choquer, au regard du principe républicain de laïcité, par l'assignation qu'il opère entre un groupe de personnes défini par leur origine et telle religion ou telles pratiques religieuses déterminées, supposées constituer un élément d'identification du groupe en tant que tel et, nécessairement quoique implicitement, de différenciation de ce groupe du reste de la communauté nationale.

De nature à flatter le préjugé ou à favoriser les idées reçues, il est à tous égards contestable. Mais il ne saurait être regardé comme outrageant ou traduisant du mépris à l'égard des personnes d'origine arabe, auxquelles seule une pratique religieuse, de libre exercice, est imputée, le serait-elle abusivement ou inexactement.

S'agissant du second propos reproché, il n'est pas douteux, en dépit des premiers éléments d'explication qui ont pu être donnés tant par Brice HORTEFEUX que par le jeune militant de l'UMP, Amine BENALIA-BROUCH, le premier ayant un temps soutenu qu'il évoquait les Auvergnats, le second que seuls les photographes de presse étaient visés, que la phrase *"Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes"* se rapporte aux personnes d'origine arabe.

L'enregistrement de Public Sénat est sans ambiguïté sur ce point : l'échange provoqué par l'initiative du jeune Amine qui souhaite poser pour une photo aux côtés du ministre suscite depuis quelques instants les exclamations du groupe qui hèle son prénom, précise qu'il parle arabe, qu'il n'est pas comme les autres, jusqu'à ce qu'une militante s'adressant à Brice HORTEFEUX lui glisse la phrase *"C'est notre... c'est notre petit arabe"*, laquelle suscite aussitôt la réplique du ministre, qui ne se rapporte à rien d'autre.

L'affirmation ainsi proférée, sous une forme lapidaire qui lui confère un caractère d'aphorisme, est incontestablement outrageante, sinon méprisante, pour les personnes concernées, qui -à la différence du propos précédent- ne se voient pas seulement exclusivement définies par leur origine, indépendamment de ce que postule le libre arbitre ou de ce qui fait une individualité, la singularité d'un parcours, les qualités ou les défauts d'un caractère, mais sont présentées comme facteur de "problèmes", soit négativement, du seul fait de leur origine, laquelle révélerait une essence commune dans les limites de laquelle il conviendrait de les enfermer.

Ainsi exprimé, le propos ne se réfère à aucun fait précis, il souligne sinon une menace, du moins une difficulté ou une préoccupation d'ordre général, en ne l'imputant à rien d'autre qu'à l'origine réelle ou supposée des personnes, et à leur nombre.

Il est punissable aux termes de la loi, dès lors qu'il vise indistinctement un groupe de personnes non autrement identifiées que par un des éléments énoncés par l'article 33, alinéas 3 ou 4, de la loi du 29 juillet 1881 : origine, appartenance ou non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, ou encore sexe, orientation sexuelle, handicap. Il le serait, sous cette forme ("*Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*"), pour tout autre groupe de personnes défini par un quelconque des critères, énoncés par la loi, de détermination du groupe des personnes à protéger (les juifs, les noirs, les catholiques, les femmes, les homosexuels, les non-voyants, etc.). Il l'est, en l'espèce, pour toutes les personnes d'origine arabe, stigmatisées, à ce seul motif, comme créant des "des problèmes".

Sur le caractère public ou non public du propos en cause

Il n'est d'injures publiques, aux termes de l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, que si les propos ont été "*proférés dans des lieux ou réunions publics*" et si la preuve est rapportée de l'intention de leur auteur qu'ils soient entendus au-delà d'un cercle de personnes unies entre elles par une communauté d'intérêts, laquelle est exclusive de toute publicité.

A défaut, la loi punit les injures non publiques de peines contraventionnelles.

Enfin, les propos revêtant un caractère confidentiel ne sont pas punissables.

Il sera relevé, en l'espèce, que le propos reproché a été tenu lors d'un échange informel de Brice HORTEFEUX et Jean-François COPE, au ton badin et décontracté, avec des militants, seuls invités au Campus de l'UMP, lequel était toutefois ouvert à des équipes de journalistes manifestement autorisées par les organisateurs à oeuvrer à leur guise pour rendre compte de ces rencontres. La scène se déroule dès lors en un lieu "privatisé" mais ouvert à la presse.

Les images témoignent d'une atmosphère manifestement à la détente, et le groupe d'une quinzaine de personnes qui fait cercle autour du ministre, lorsque le jeune militant UMP sollicite d'être pris en photo à ses côtés, est manifestement un groupe de connaissances : plusieurs d'entre elles se munissent d'appareils photos pour immortaliser l'événement, nombreuses sont celles qui appellent Amine par son prénom, ou évoquent tel ou tel aspect de sa personnalité.

Aucun élément résultant de ces images - seules produites au soutien des poursuites - n'atteste la présence d'un tiers étranger à la communauté d'intérêts que constitue à cet instant ce regroupement de militants qui partagent les mêmes convictions et témoignent de leur sympathie pour le ministre, hors la caméra, que manifestement ce dernier ne voit pas, l'ensemble de la scène le montrant de dos ou de trois quarts dos à l'objectif.

Au demeurant, ce dernier s'exprime sur le ton de la conversation et, s'agissant en particulier du propos retenu comme injurieux, à une militante à laquelle il répond en se tournant vers elle. Ni le niveau de la voix, ni l'attitude de Brice HORTEFEUX ne révèlent alors l'intention d'être entendu par d'autres que ce cercle de proches, ce dont témoigne d'ailleurs le fait que les auteurs du reportage ont dû incruster la transcription littérale du propos en bas d'image pour qu'il soit parfaitement compréhensible.

En cet état, l'élément de publicité qui caractérise le délit d'injure publique à raison de l'origine ne saurait être regardé comme établi.

Pour autant, l'échange était exclusif de tout caractère confidentiel, et sa révélation dépourvue de toute immixtion fautive dans un domaine protégé, s'agissant du propos d'un responsable politique de premier plan, tenu lors d'un échange avec des militants, dans une enceinte où des journalistes peuvent être présents.

Il sera relevé à cet égard, compte tenu des commentaires dont ce point a fait l'objet à l'audience, qu'il ne saurait être reproché à un journaliste invité à suivre une rencontre de nature politique de faire son travail et de souhaiter informer le public de la teneur des propos échangés en une telle occasion par l'un des principaux responsables d'un parti avec des sympathisants, dès lors que, par leur nature ou par leur tonalité, leur relation contribue à la légitime information du public sur ce dirigeant, exempte de toute immixtion attentatoire à ses droits de personne privée.

Le prévenu ne saurait cependant, en un tel cas, être pénalement comptable de la publicité faite à un propos non destiné à être rendu public.

Par conséquent, le délit reproché d'injure publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine sera requalifié en contravention d'injure non publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine, incriminée par l'article R 624-5 du code pénal qui la punit de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe.

Le tribunal ayant qualité pour requalifier l'infraction poursuivie et disposant de la compétence territoriale pour le faire, compte tenu de ce qui a été dit de la "résidence", au sens de l'article 522 du code de procédure pénale, de Brice HORTEFEUX, place Beauvau à Paris, ce dernier sera retenu dans les liens de la prévention et condamné à la peine d'amende de 750 euros.

Sur l'action civile

L'article 48-1 de la loi sur la liberté de la presse réserve les droits reconnus à la partie civile, s'agissant des infractions d'injures envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, aux seules associations qui se proposent par leurs statuts d'"*assister les victimes de discrimination fondée sur leur origine nationale, ethnique, raciale ou religieuse*" régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits.

Le MRAP est dès lors recevable en sa constitution de partie civile.

C'est vainement que les parties civiles intervenantes font valoir que la condition d'ancienneté exigée des associations pouvant se constituer partie civile serait contraire à l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme en ce qu'elle limiterait leur accès au juge, alors que ce dernier se trouve au contraire facilité par la reconnaissance à certaines associations, aux côtés du ministère public et des victimes directes de l'infraction, du droit de mettre en mouvement l'action publique et d'intervenir au procès alors même qu'elles ne justifieraient d'aucun préjudice personnel autre qu'une atteinte à l'intérêt collectif qu'elles représentent, la condition d'ancienneté contestée n'ayant d'autre objet, compte tenu de la nature de telles prérogatives, que de s'assurer de la réalité et du sérieux de leur objet social.

Il en résulte que les associations "*Soutien ô sans papiers*", déclarée en préfecture le 17 octobre 2007, et "*Les Indigènes de la République*", déclarée en préfecture le 20 décembre 2005, soit moins de cinq ans avant les faits poursuivis, sont irrecevables.

L'objet social du "*Centre de Recherche et d'Action sur toutes les formes de racisme*", déclaré en préfecture le 19 juin 2000 et satisfaisant donc à la condition d'ancienneté de 5 ans exigée par la loi, est insuffisamment précis et univoque ("*observer, répertorier, documenter et analyser les manifestations de discrimination fondée sur l'appartenance ethnique, sociale ou autre [...] ceci afin d'établir les fondements d'une recherche systématique sur les mécanismes en jeu et de tenter de dégager des contre-mécanismes de défense et de prévention à l'intention des personnes susceptibles d'être victimes de ces diverses formes de racisme*") pour satisfaire aux prescriptions de l'article 48-1 de la loi, lequel exige seulement que l'association ait, notamment, pour objet statutaire d'assister les victimes de discrimination, ce que ces statuts ne prévoient pas explicitement. Aussi sera-t-elle déclarée irrecevable.

Compte tenu de la nature du propos en cause qui, instille l'idée auprès de militants politiques que le seul fait d'être "*arabe*" constitue un problème tout au moins quand "*il y en a beaucoup*", contrevient directement à l'objet social d'une association telle que le MRAP, et eu égard à l'autorité susceptible de s'y attacher, au vu de la qualité de responsable politique de premier plan de son auteur, par ailleurs en charge d'éminentes fonctions ministérielles, Brice HORTEFEUX sera condamné à payer à la partie civile une somme de 2 000 euros à titre de dommages et intérêts.

L'effet délétère sur le lien social d'un tel propos, quand il est tenu par un responsable de si haut niveau, justifie qu'il soit fait droit à une mesure de publication judiciaire dans les termes retenus au dispositif.

Il sera fait droit, en outre, à la demande d'indemnité pour frais de procédure présentée par le MRAP.

PAR CES MOTIFS

Le tribunal statuant publiquement, en matière correctionnelle, en premier ressort et **par jugement contradictoire** (art.411 du code de procédure pénale) à l'égard de Brice HORTEFEUX, prévenu, par **jugement contradictoire** à l'égard du MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES (MRAP), de l'association SOS SOUTIEN Ô SANS PAPIERS, de l'association AVER "CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION SUR TOUTES LES FORMES DE RACISME", parties civiles, et par **jugement contradictoire** (art.424 du code de procédure pénale) à l'égard de l'association LES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE, partie civile, et après en avoir délibéré conformément à la loi,

Rejette l'exception de nullité de la citation,

Rejette le moyen d'irrecevabilité opposé au Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), s'agissant des conditions de mise en oeuvre de l'action publique,

Renvoie Brice HORTEFEUX des fins de la poursuite, s'agissant du propos "*Ah mais ça ne va pas du tout, alors, il ne correspond pas du tout au prototype alors. C'est pas du tout ça*",

Requalifie les poursuites engagées du chef du propos suivant : "*Quand il y en a un ça va. C'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes*" en **contravention d'injure non publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine**, prévue par l'article R 624-5 du code pénal,

Déclare Brice HORTEFEUX coupable de la contravention d'injure non publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine, en l'espèce les personnes d'origine arabe, commise à Seignosse dans les Landes, le 5 septembre 2009,

Retient la compétence territoriale du présent tribunal par application de l'article 522 du code de procédure pénale à raison de la résidence de Brice HORTEFEUX, place Beauvau à Paris,

Le condamne à la peine de 750 euros d'amende,

Le président n'a pu informer le condamné des dispositions relatives à la possibilité de minoration de 20 % de l'amende, celui-ci étant absent au prononcé,

Reçoit le MRAP, représenté par son président en exercice, Mouloud AOUNIT, en sa constitution de partie civile,

Déclare les associations "SOUTIEN Ô SANS PAPIERS", "LES INDIGENES DE LA REPUBLIQUE" et "CENTRE DE RECHERCHE ET D'ACTION SUR TOUT LES FORMES DE RACISME", irrecevables en leur constitution de partie civile,

Condamne Brice HORTEFEUX à payer au MRAP la somme de 2 000 euros à titre de dommages et intérêts,

Ordonne, à titre de réparation complémentaire, la publication dans un périodique de presse du choix de la partie civile, aux frais de Brice HORTEFEUX et sous la limite de 4 000 euros, du communiqué suivant :

“Par jugement du 4 juin 2010, le tribunal de grande instance de PARIS (17^{ème} chambre correctionnelle-chambre de la presse), saisi de poursuites engagées par le Mouvement contre le Racisme et pour l’Amitié entre les Peuples (MRAP) contre M. Brice HORTEFEUX du chef d’injures publiques envers un groupe de personnes à raison de leur origine, à la suite de propos tenus lors du “Campus de l’UMP”, le 5 septembre 2010 à Seignosse dans les Landes, après avoir requalifié les faits en contravention d’injure non publique envers un groupe de personnes à raison de leur origine, en l’espèce, les personnes d’origine arabe, a condamné M. Brice HORTEFEUX à la peine d’amende prévue pour les contraventions de la 4^{ème} classe, a alloué la somme de 2 000 euros au MRAP à titre de dommages et intérêts, outre une indemnité au titre de ses frais de procès, et a ordonné la publication du présent communiqué judiciaire aux fins d’information du public”.

Ordonne le versement provisoire de la somme allouée à titre de dommages et intérêts,

Condamne Brice HORTEFEUX à payer au MRAP la somme de 3 588 euros sur le fondement de l’article 475-1 du code de procédure pénale,

Brice HORTEFEUX étant absent au prononcé, l’avertissement prévu par l’article 474-1 du code de procédure pénale n’a pu être fait,

La présente procédure est assujettie à un droit fixe de procédure d’un montant de 90 euros dont est redevable le condamné.

Le président n’a pu informer le condamné de la possibilité de minoration de 20% des droits fixes de procédure en cas de paiement dans le délai d’un mois.

Dans le cas d’une voie de recours contre les dispositions pénales, il appartient aux intéressés de demander la restitution des sommes.

Aux audiences des 16 avril et 4 juin 2010, 13h30, 17eme chambre, le tribunal était composé de :

Audience du 16 avril 2010 :

Président : M. Joel BOYER vice-président
Assesseurs : M. Nicolas BONNAL vice-président
M. Alain BOURLA premier juge
Ministère Public : M. François CORDIER, procureur de la République
adjoint
Greffier : MME. Virginie REYNAUD, greffier

Audience du 4 juin 2010 :

Président : M. Joel BOYER vice-président
Assesseurs : MME Dominique LEFEBVRE-LIGNEUL vice-président
M. Alain BOURLA premier juge
Ministère Public : M. François CORDIER, procureur de la République
adjoint
Greffier : MME. Martine VAIL greffier

LE GREFFIER

LE PRESIDENT